

SM/81/162 *E, 1000 1*  
TRADUCTION

CE DOCUMENT CONTIENT DES  
RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS

Corrigé : 18/8/81

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL

RWANDA

Rapport des services du Fonds  
pour les consultations 1981 au titre de l'article IV

Rédigé par les représentants des services du Fonds  
aux consultations 1981 avec le Rwanda

Approuvé par J. B. Zulu et S. Mookerjee

21 juillet 1981

I. Introduction

Les consultations 1981 au titre de l'article IV avec le Rwanda se sont déroulées à Kigali du 19 mai au 3 juin 1981. Le Rwanda continue à se prévaloir des dispositions transitoires de l'article XIV. Le Rwanda était représenté par MM. Hategekimana, Ministre des finances, Iyamuremye, Ministre des ressources naturelles et des mines, Mulindangabo, Ministre du plan, Ngilira, Ministre de l'économie et du commerce, Nzamurambaho, Ministre de l'agriculture et Birara, gouverneur de la Banque nationale du Rwanda, ainsi que par plusieurs autres hauts fonctionnaires chargés des questions économiques et financières. La mission des services du Fonds était dirigée par M. Sidibé (Département Afrique) et se composait en outre de MM. Yucelik (Département des finances publiques), Itam, Jbili et de Mlle Earll, secrétaire, tous trois du Département Afrique.

II. Evolution récente de l'économie

Le Rwanda est l'un des pays les plus densément peuplés (environ 180 personnes au kilomètre carré) et les plus pauvres, dont la population augmente à raison d'environ 3 % par an. De surcroît, le pays est enclavé et son commerce international tributaire d'une longue voie de transport qui traverse l'Ouganda pour rejoindre le port de Mombasa au Kenya. L'économie rwandaise est à prédominance agricole et le café constitue de loin la plus importante culture d'exportation.

Pendant les trois premières années de l'actuel plan de développement (1977-81), le Rwanda a obtenu une croissance économique relativement rapide, tout en maintenant une position financière intérieure et extérieure raisonnablement saines. Pendant cette période (1977-79), le taux annuel de croissance économique a été de 4,8 % en moyenne (tableau 1). Par ailleurs, une politique financière prudente associée à des termes de l'échange favorables et à une augmentation sensible du volume des exportations du café ont entraîné une amélioration marquée du budget et de la balance des paiements. L'excédent budgétaire global a représenté environ 1 % du PIB en moyenne. Les paiements courants extérieurs (y compris les transferts officiels) ont également été excédentaires d'un montant moyen équivalant à 2,5 % du PIB, du fait de l'excédent exceptionnellement élevé de 1979. Ainsi, les entrées nettes de capitaux ayant continué à un rythme soutenu, la balance des paiements a enregistré un excédent global cumulé de 73 millions de DTS pendant ces trois années. Toutefois, les tensions inflationnistes ont persisté dans l'économie, principalement en raison de fréquentes perturbations sur la voie transougandaise et d'importantes fluctuations saisonnières des prix des denrées alimentaires. L'indice des prix à la consommation indique un taux moyen d'inflation de plus de 14 % par an entre 1977 et 1979.

En 1980, les résultats économiques globaux ont été dans l'ensemble satisfaisants. La production agricole destinée à la consommation intérieure ou à l'exportation s'est accrue sensiblement, du fait d'une amélioration des conditions climatiques et d'efforts déployés précédemment dans le domaine de la vulgarisation, notamment dans le secteur du café, dont la production a augmenté de 19 % pour atteindre environ 24.700 tonnes. Ainsi, avec l'expansion de la production dans l'industrie et la construction, le PIB a augmenté en valeur réelle d'environ 5 % contre 4 % en 1979. En revanche, la détérioration considérable des termes de l'échange associée à une forte baisse en volume des exportations de café ont entraîné une dégradation sensible des paiements extérieurs. Les exportations de café sont tombées du niveau - exceptionnellement élevé - de 39.000 tonnes en 1979 à 22.000 tonnes en 1980, en raison de fermetures fréquentes de la voie transougandaise et de l'évolution défavorable du marché mondial qui a donné lieu à l'imposition de contingents d'exportation dans le cadre de l'Accord international sur le café. Etant donné que le prix moyen obtenu a diminué de 4 %, tombant à 1,53 dollar E.U. la livre, les recettes d'exportation totales se sont établies seulement à 12,4 milliards de francs rwandais <sup>1/</sup>, ce qui représente une diminution de 34 % par rapport à 1979. Entre-temps, les importations ont augmenté en valeur de 28 %, en grande partie du fait de la hausse rapide des prix. Il en est résulté un déficit commercial de 6,6 milliards de francs rwandais. Les paiements nets au titre des services ont diminué d'environ 15 % en raison de la baisse des paiements d'assurance et de fret et d'une amélioration marquée du produit des investissements grâce aux gains plus élevés provenant du placement des réserves officielles. Etant donné que ces gains ont été pratiquement annulés par la diminution des entrées nettes au titre de

---

<sup>1/</sup> Au 10 juillet 1981, un franc rwandais = 0,00947 DTS.

Tableau 1 Rwanda Principaux indicateurs économiques et financiers, 1977-81

	1977-79 Moyennes annuelles	1979	1980 1/	1981 Projections
Produit intérieur brut (PIB)	(Pourcentage de variation annuelle)			
PIB en valeur nominale	16,5	20,7	12,9	13,4
PIB en valeur réelle (aux prix de 1976)	4,8	4,3	4,9	5,2
Dépense intérieure brute (en valeur nominale)	15,5	15,0	13,5	14,4
Prix à la consommation	14,3	15,8	7,2	9,1
Secteur extérieur				
Exportations (f.o.b.) 2/	26,9	81,7	-34,2	-10,7
Dont café	(51,3)	(182,8)	(-54,7)	(-1,3)
Volume	(23,8)	(129,0)	(-44,1)	(16,0)
Prix 2/	(32,4)	(25,0)	(-4,4)	(-28,1)
Importations (f.o.b.) 2/	16,5	10,0	28,2	-1,6
Dont pétrole	(20,7)	(29,8)	(50,5)	(31,4)
Indice des prix à l'exportation	31,7	31,9	-10,7	-16,6
Indice des prix à l'importation	12,4	15,3	16,7	9,4
Termes de l'échange	17,6	14,4	-23,5	-23,7
Finances publiques				
Recettes budgétaires	23,5	39,3	9,2	2,3
Impôts budgétaires	20,9	26,5	24,2	29,2
Impôts indirects	20,2	24,2	21,0	25,4
Impôt sur le revenu	25,1	42,8	43,4	40,4
Impôt sur le revenu et crédit				
Crédit intérieur	5,5	-40,0	12,0	77,1
Dont crédit au secteur privé, café exclu	(21,6)	(8,6)	(33,7)	( )
Monnaie et quasi-monnaie	20,8	25,7	7,8	16,4
Ratios de base	(En pourcentage du PIB)			
Consommation	89,7	88,4	88,0	87,7
Investissement	13,3	13,0	14,0	15,2
Besoin de financement	9,2	6,9	10,3	11,2
Excédent ou déficit (-) global du Trésor	0,8	1,2	1,3	-1,7
Solde des transactions courantes extérieures 3/	2,5	4,4	-5,6	-5,2
Dettes publiques extérieures (encours en fin de période)	10,8	11,6	14,3	15,2
Service de la dette extérieure (en pourcentage des exportations f.o.b.)	1,6	1,3	3,8	4,0

Sources : Données communiquées par les autorités rwandaises, estimations et projections des services du Fonds

1/ Données provisoires

2/ Exprimées en francs rwandais

3/ Y compris les transferts officiels

transferts sans contrepartie, les transactions courantes, qui s'étaient soldées par un excédent de 4,3 milliards de francs rwandais en 1979, ont enregistré en 1980 un déficit de 6,2 milliards équivalant à 5,6 % du PIB. Cependant, avec l'augmentation des apports publics de fonds et des entrées de capitaux à court terme, la balance des paiements globale enregistrait un excédent de 1,2 milliard de francs (10,4 millions de DTS), au lieu d'un excédent de 6,5 milliards de francs (54 millions de DTS) en 1979. A la fin de 1980, le montant brut des réserves extérieures officielles s'élevait à 146 millions de DTS, soit l'équivalent de huit mois d'importations (c.a.f.), si l'on se réfère aux projections pour 1981.

La baisse des recettes d'exportation de café a également entraîné une diminution de 48 % du produit des droits d'exportation. Toutefois, principalement du fait du niveau accru des importations ainsi que de la production de boissons, les produits d'autres impôts ont augmenté de 26 %. Dans le même temps, les recettes non fiscales ont doublé, en raison surtout de l'accroissement des transferts de bénéfices de la Banque nationale du Rwanda. En conséquence, si les recettes budgétaires totales ont augmenté de 8 % pour atteindre 13,2 milliards de francs, leur progression n'en a pas moins fléchi sensiblement par rapport à la tendance récente. Par ailleurs, on estime que les dépenses publiques totales ont augmenté de 24 % pour atteindre 12,6 milliards de francs, principalement en raison d'une croissance également rapide (21 %) des dépenses courantes. Les dépenses publiques en personnel, qui constituent la principale catégorie de dépenses courantes (46 % du total), avaient augmenté de 22 % en 1979. Elles se sont de nouveau accrues d'un montant estimé à 16 % en partie à cause du relèvement général des salaires, de 10 à 25 %, qui a pris effet le 1<sup>er</sup> septembre 1980. Les dépenses en matériel et fournitures et en déplacement ont aussi rapidement augmenté. Les dépenses au titre du développement, qui représentent essentiellement la contribution rwandaise à des projets financés par l'étranger, se sont accrues de 41 % pour atteindre 2,1 milliards de francs, soit 17 % du total des dépenses publiques, la majeure partie de cette augmentation concerne l'éducation et l'agriculture, où des efforts particuliers ont été déployés pour lutter contre l'érosion des sols. En conséquence, l'excédent budgétaire a été réduit de plus des deux tiers. Toutefois, étant donné l'important excédent des comptes spéciaux du Trésor, l'excédent budgétaire global est passé à 1,4 milliard de francs, soit environ 1 % du PIB. Grâce à cet excédent, ainsi qu'à l'accroissement de l'emprunt non bancaire, le Trésor a pu faire face à des paiements d'amortissement de la dette extérieure nettement plus élevés et améliorer considérablement sa position créditrice nette auprès du système bancaire. En conséquence, le crédit intérieur n'a augmenté que de 12 % en 1980, en dépit d'une rapide expansion du crédit au secteur privé due en particulier aux besoins de financement des stocks de café à la fin de l'année en question. Tandis que les avoirs extérieurs nets ont continué d'augmenter, bien que plus modérément, la masse monétaire au sens large s'est accrue de 8 %. Ces facteurs venant s'ajouter à l'amélioration sensible de l'offre ont permis de réduire l'inflation, représentée par l'indice des prix à la consommation, de 16 % en 1979 à 7 % l'année suivante.

### III. Rapport sur les entretiens

#### 1. Perspectives et politiques économiques

Les conditions climatiques favorables du premier semestre donnent à penser que la production agricole augmentera de façon appréciable en 1981. On projette en particulier une augmentation de 26 % de la production de café, qui passerait à plus de 31.000 tonnes et d'environ 21 % pour le thé, deuxième culture d'exportation, qui atteindrait 8.000 tonnes (feuilles séchées). La plupart des autres secteurs, en particulier l'industrie, la construction et les services, enregistreront eux aussi probablement des taux de croissance au moins identiques à ceux de 1980. En conséquence, le PIB augmentera, selon les projections, de 5,2 % en valeur réelle. Etant donné ces hypothèses, la croissance économique serait d'environ 5 % par an en moyenne, au cours du Plan de développement actuel (1977-81), ce qui constitue un taux satisfaisant eu égard à l'objectif de 6 %. On ne dispose pas de données complètes sur l'exécution et les sources de financement du plan pendant la période 1977-80, en particulier sur le montant et la répartition sectorielle des investissements. Toutefois, les représentants du Rwanda conviennent que les progrès accomplis dans la réalisation d'un certain nombre d'objectifs sectoriels importants n'ont pas été pleinement satisfaisants. Plus précisément, la production alimentaire intérieure n'a pas sensiblement augmenté, la création d'emplois demeure limitée et l'extrême pénurie de main-d'oeuvre qualifiée, de même que les déficiences des systèmes de transport et de distribution, continuent d'entraver gravement les efforts de développement. Les représentants du Rwanda ont fait observer que sans doute a posteriori les objectifs du plan apparaissent trop ambitieux en voulant introduire des transformations économiques majeures dans une période aussi courte. Les faiblesses structurelles du secteur agricole, telles que la prédominance de la petite exploitation et le recours à des méthodes de culture traditionnelle, constituent des obstacles majeurs qui ne peuvent être éliminés que progressivement. D'autre part, les ressources limitées en terres arables, l'érosion des sols et la pression démographique, qui ont nécessité l'utilisation croissante de terres marginales, constituent également des problèmes importants.

En ce qui concerne l'orientation future de la politique de développement économique, les représentants du Rwanda ont indiqué que les autorités définissent actuellement les grandes lignes du prochain plan de développement quinquennal (1982-86). Ils ont convenu avec la mission du Fonds que la préparation du Plan s'inscrit dans une conjoncture assez difficile en ce qui concerne les ressources. Etant donné qu'il est prévu que les cours mondiaux du café resteront bas, on projette pour 1981-1983 un prix moyen effectif du café à l'exportation inférieur d'environ 25 % aux niveaux de 1977-1980, ce qui entraînera une détérioration sensible des termes de l'échange. En outre, il est probable que le volume des exportations de café demeurera pratiquement inchangé. En conséquence, on s'attend à un alourdissement considérable du déficit des transactions courantes extérieures. Il est prévu que la balance des paiements globale, excédentaire de 10 millions de DTS en 1980, se

soldera en 1981 par un déficit de 8 millions de DTS. Selon les prévisions, la situation de la balance des paiements continuera à se détériorer sensiblement en 1982-83. L'évolution défavorable du secteur du café aura également un effet néfaste sur les recettes budgétaires de l'Etat.

Les représentants du Rwanda sont conscients de ce que ces perspectives impliquent du point de vue de la politique économique. Ainsi, ils reconnaissent qu'il sera essentiel de maintenir la stabilité financière globale de façon à consolider les bases de la poursuite du développement économique et social. Dans la situation du Rwanda, cette orientation est d'autant plus importante que la stratégie de développement doit viser en premier lieu à un taux de croissance rapide et régulier et à l'augmentation du nombre d'emplois. Sans préjuger de l'issue des travaux actuels de préparation du plan, ils ont signalé que ces objectifs seraient probablement les principaux éléments du prochain plan. Pour y parvenir, ils ont souligné que dans le cadre du plan futur, la politique de l'offre continuera probablement de privilégier le développement du secteur agricole et que l'accent sera mis davantage sur l'amélioration de la productivité et de la capacité d'absorption. Ainsi, la politique agricole sera réorientée, au profit d'une spécialisation plus régionale assortie d'une intensification des efforts de vulgarisation. Le recours envisagé à une assistance technique et financière accrue du Groupe de la Banque mondiale sera utile à cet égard. D'autre part, des efforts accrus seront consacrés au développement industriel et à l'amélioration des transports intérieurs et extérieurs afin de faciliter non seulement le commerce intérieur de produits agricoles mais aussi les échanges internationaux. Ces mesures seront complétées par des investissements accrus destinés à renforcer les moyens de stockage de produits agricoles. Leur exécution satisfaisante aidera à contenir les pressions inflationnistes.

Au Rwanda, la principale source d'énergie est le bois de chauffage. En application de la politique de diversification adoptée par les pouvoirs publics, un certain nombre d'usines hydro-électriques ont été construites, en association ou non avec des pays voisins. Entre 1977 et 1980, le volume des importations de produits pétroliers a augmenté de 18 %, tandis que leur valeur a plus que doublé. En 1980, les importations de produits pétroliers représentaient environ 12 % des importations enregistrées (c.a.f.). Les pouvoirs publics ont pour politique de répercuter intégralement les hausses des prix mondiaux sur les prix intérieurs du pétrole et des produits pétroliers. Toutefois, les importations de produits pétroliers font l'objet de droits de douane préférentiels et l'essence n'est pas taxée. Selon les représentants du Rwanda, cette politique a pour but d'atténuer l'impact de la hausse des prix pétroliers sur le niveau général des prix.

A l'appui des mesures en matière d'offre qui doivent être inscrites au nouveau plan, les représentants du Rwanda ont souligné l'intention des pouvoirs publics de maintenir des politiques de prix et de revenus appropriées. En conséquence, afin de donner les incitations nécessaires, le taux de salaire minimum, qui était de 60 francs par jour depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1974, a été porté à 100 francs à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1980.

Les échelles de salaires ont été relevées simultanément. Il a été noté, en particulier, que des salaires plus élevés dans le secteur minier devraient contribuer à réduire le coefficient de rotation de la main-d'oeuvre, qui est actuellement trop élevé. Aucune augmentation générale des salaires n'est envisagée pour 1981-82. En ce qui concerne le secteur agricole, les prix des denrées alimentaires sont essentiellement déterminés par le marché, étant donné que les prix fixés par les autorités n'ont qu'une valeur indicative et ne sont jamais appliqués. Conformément à leur intention d'assurer des prix à la production suffisamment rémunérateurs, les autorités ont décidé de maintenir en 1981/82 les prix à la production des principaux produits d'exportation à leur niveau de l'année précédente. En ce qui concerne le café, ils sont conscients que le maintien d'un prix à la production de 120 francs le kilo nécessiterait l'intervention du Fonds de stabilisation. Au cas où les prix moyens effectifs à l'exportation tomberaient en 1981 au-dessous de 1,15 dollar E.U. la livre, cette intervention dépasserait les réserves du Fonds, qui s'élèvent à environ 500 millions de francs.

## 2. Politique financière

Comme il est indiqué plus haut, l'évolution défavorable prévue dans le secteur du café débouchera sur une baisse substantielle des recettes budgétaires pendant la période 1981-83. Si l'on s'attend que la croissance des ressources budgétaires se ralentisse considérablement, pour tomber à 2 % seulement en raison de la diminution de 50 % du produit des droits d'exportation sur le café, on projette que les dépenses publiques atteindront 16,3 milliards de francs, ce qui représente une augmentation de 29 % par rapport au chiffre estimé pour 1980. Selon les projections, les crédits au titre des dépenses courantes inscrits au budget en cours, qui représentent environ 80 % de ce montant, enregistreront une augmentation de 25 % qui fait suite à celle de 21 % en 1980. Les dépenses au titre du développement inscrites au budget augmenteront également rapidement. En conséquence de la forte expansion des dépenses publiques, la situation du Trésor, excédentaire de 1,4 milliard de francs en 1980, enregistrera en 1981 un déficit (2,1 milliards de francs) équivalant à environ 2 % du PIB.

Selon les représentants du Rwanda, la croissance rapide des dépenses courantes en 1981 est pour une large part due à des mesures exceptionnelles, telles que la création d'un nouveau Ministère de l'éducation, rendue nécessaire par le programme de réforme scolaire, l'établissement d'une nouvelle assemblée législative et l'augmentation des crédits affectés aux fournitures et à l'équipement s'y rapportant. Le niveau accru des subventions de l'Etat aux entreprises para-étatiques et de la participation au capital de ces dernières, l'augmentation générale de salaires accordée en septembre 1980 et la hausse du coût des importations ont également contribué à cette évolution. Selon les représentants du Rwanda, les pouvoirs publics estiment qu'une partie de l'augmentation des dépenses publiques doivent être considérées comme des coûts nécessaires à la mise en place des institutions. En outre, étant donné le niveau relativement faible des salaires, en particulier dans

le secteur public, et l'augmentation rapide des prix intérieurs depuis le dernier ajustement (1978), il est apparu nécessaire de relever les salaires. L'amélioration du contrôle du recrutement contribuerait très largement aux efforts visant à contenir la croissance des dépenses en personnel. Des progrès ont été enregistrés dans ce domaine; une étude des effectifs de l'administration publique a été achevée et, depuis le début de l'exercice 1981, le niveau du recrutement est déterminé et adopté avec la loi de finances. Les représentants du Rwanda ont indiqué que le Fonds européen de développement vient d'achever une étude des entreprises publiques et que les autorités étudient ses résultats et ses recommandations. Les pouvoirs publics ont l'intention de prendre toutes les mesures nécessaires pour améliorer la gestion des entreprises qui éprouvent des difficultés financières. Le gouvernement n'hésitera pas, s'il y a lieu, à supprimer celles qui ne sont pas viables, comme il l'a fait récemment dans le cas d'une entreprise de travaux publics.

Bien que les autorités pensent qu'en 1981 le Trésor pourra financer une large part du déficit prévu en tirant sur ses dépôts auprès du système bancaire, elles sont également préoccupées, selon les représentants rwandais, par les perspectives concernant les ressources budgétaires pour 1982-83. Ces perspectives ont incité le gouvernement à envisager l'adoption en 1982 d'un certain nombre de mesures portant sur les recettes, à savoir la perception de patentes et la révision du barème d'impositions sur le revenu et du tarif douanier. L'administration des douanes est actuellement renforcée avec l'assistance technique du FMI. En outre, à partir de 1982, l'entrée en fonction d'un certain nombre de personnes qualifiées permettra d'améliorer l'application de l'impôt et le contrôle fiscal dans le domaine des revenus. Les autorités espèrent que ces mesures permettront d'éviter un nouveau ralentissement de la croissance des ressources budgétaires.

A la différence d'une période récente, il est probable qu'en 1981 l'expansion du crédit intérieur reflétera principalement la détérioration de la position nette de l'Etat à l'égard du système bancaire. Si les résultats budgétaires devaient continuer de se dégrader et les stocks de café à s'accumuler, la demande de crédit augmenterait considérablement. Les représentants du Rwanda ont indiqué que les autorités sont conscientes d'une telle éventualité et qu'elles ont l'intention de poursuivre une politique du crédit prudente, tout en s'efforçant de répondre aux besoins véritables de l'économie. En ce qui concerne la politique de taux d'intérêt, ont-ils noté, il est peut-être trop tôt pour évaluer avec un degré de certitude raisonnable les effets du relèvement sensible des taux d'intérêt en novembre 1979. L'augmentation des dépôts à terme près de la Caisse d'épargne est peut-être attribuable à la décision récemment prise par cet établissement de réserver ses prêts aux clients ayant acquis un montant d'intérêt minimum sur leurs dépôts. D'autre part, il semble que la hausse des taux des prêts ait découragé la demande de crédit spéculative, notamment dans le secteur de la construction.



### 3. Politiques à l'égard des changes et du commerce

La monnaie du Rwanda est définie par référence au dollar E.U. (92,84 francs = 1 dollar E.U.). Le taux de change effectif pondéré en fonction des échanges commerciaux a baissé en valeur réelle d'environ 14 % en 1978, puis il a augmenté de 7 % en 1979. Après avoir fléchi légèrement (1 %) en 1980, le franc rwandais s'est apprécié de 7 % pendant les quatre premiers mois de 1981 et a ainsi retrouvé sa valeur réelle de la fin de 1977. Cette évolution reflète pour l'essentiel les variations du dollar E.U. par rapport aux autres principales monnaies. Conscients du problème inhérent à une telle appréciation, les pouvoirs publics ont indiqué qu'une étude approfondie de ses implications serait effectuée en vue de déterminer s'il convient d'y remédier.

La position des réserves extérieures du Rwanda est actuellement confortable. Cependant, une croissance économique rapide dans le cadre du plan exacerberait les pressions probables sur le solde des transactions courantes, ce qui nécessiterait un apport substantiel d'aide extérieure qui viendrait s'ajouter aux ressources intérieures. Les autorités sont convaincues que l'aide extérieure représentera, comme ces dernières années, une source importante de financement du développement. Malgré certaines lacunes d'ordre statistique, les données disponibles couvrent l'essentiel de la dette extérieure. Selon ces chiffres, l'encours de la dette extérieure publique ou garantie par l'Etat, qui se chiffrait à 123 millions de dollars E.U. (11,4 milliards de francs) à la fin de 1979, est passé à 170 millions de dollars E.U. (15,8 milliards de francs) à la fin de 1980, soit l'équivalent d'environ 14 % du PIB. La plupart des emprunts étaient assortis de conditions très libérales. Selon les calculs de la BIRD, l'échéance moyenne des prêts en cours est de 40 ans, avec un différé de paiement de plus de 8 ans, et le taux d'intérêt est d'environ 2 % par an. En conséquence, le service de la dette représentait en 1980 l'équivalent de 3,8 % des exportations (f.o.b.), pour 1981, on prévoit un pourcentage d'environ 4 %. Les autorités du Rwanda ont indiqué que leur politique à l'égard de l'endettement extérieur continuera d'être prudente. D'autre part, des mesures appropriées seront prises en vue d'améliorer la coordination en matière d'emprunt et de combler les lacunes de la couverture statistique, notamment en ce qui concerne le contrôle des dons étrangers.

Le régime des changes et des paiements du Rwanda demeure libéral. Cependant, certaines limites s'appliquent aux transferts de revenus du travail des ressortissants étrangers employés sous contrat au Rwanda. Les représentants du Rwanda ont indiqué que la restriction qui s'appliquait auparavant aux transferts de revenus locatifs nets a été levée, avec effet au 2 janvier 1981.

#### IV. Evaluation par les services du Fonds

Pendant les quatre premières années du plan actuel de développement (1977-81), le Rwanda a enregistré une croissance économique relativement rapide dans un climat de stabilité financière. Pendant cette période 1977-80, le taux annuel de croissance économique a atteint un niveau moyen estimé à environ 5 %, résultat satisfaisant, compte tenu de l'objectif inscrit au Plan (6 %). D'autre part, une politique prudente en matière de gestion de la demande, une évolution extérieure généralement favorable ainsi qu'une augmentation sensible en volume du café, principal produit d'exportation, ont entraîné une amélioration marquée du budget et de la balance des paiements. Toutefois, les pressions inflationnistes intérieures ont persisté, principalement en raison des fermetures fréquentes de la voie de transport et de fortes fluctuations saisonnières des prix des denrées alimentaires.

En revanche, étant donné le retournement de l'orientation des marchés mondiaux des principales exportations du Rwanda, les perspectives à moyen terme ne sont pas favorables. Selon les projections, les prix mondiaux du café, en particulier, resteront faibles et l'on n'envisage pas de reprise soutenue avant 1984-85. Il est prévu que les prix effectifs à l'exportation du café seront de 1981 à 1983 inférieurs de 25 % à leur niveau de 1977-80, ce qui se traduira probablement par une détérioration considérable des termes de l'échange du Rwanda. En conséquence, on projette que le déficit des transactions courantes extérieures s'accroîtra. Bien qu'il soit prévu que les entrées nettes de capitaux se maintiendront à un niveau relativement élevé, la balance des paiements se trouvera probablement soumise à une pression croissante. Eu égard à l'importance du secteur du café en tant que source de revenus et de recettes budgétaires, cette évolution défavorable aura également des conséquences néfastes sur les recettes budgétaires de l'Etat.

Etant donné les perspectives en matière de ressources, il convient peut-être de faire preuve d'une prudence accrue dans le domaine de la gestion de la demande. La politique budgétaire en particulier, qui est l'élément clé à cet égard, doit viser à un meilleur parallélisme à moyen terme entre les dépenses publiques et l'accroissement sous-jacent des recettes budgétaires, ce qui suppose plus particulièrement que la croissance des dépenses courantes soit maintenue à un taux bien inférieur à celui des trois dernières années. Le budget de 1981, qui est très expansionniste, ne répond pas à cette exigence. De plus, si la tendance à la baisse des cours du café devait se poursuivre, ce qui ne semble pas impossible, un soutien budgétaire des prix à la production sera nécessaire. Tandis qu'un meilleur contrôle de l'accroissement des effectifs aidera à contenir l'augmentation des dépenses de personnel, le freinage des dépenses courantes imposerait également d'éviter, au moyen d'une action vigoureuse, que les entreprises publiques et para-publiques ne grèvent le budget. D'autre part, un nouveau renforcement de l'administration fiscale améliorera le recouvrement. Il sera également important de réviser le système fiscal afin d'étendre la matière imposable et de réduire ainsi la prééminence

du café en tant que source de recettes. Une politique budgétaire restrictive devrait contribuer à atténuer l'expansion prévue de la demande de crédit et permettre ainsi aux autorités monétaires de continuer à fournir à l'économie un montant de crédits approprié sans qu'il en résulte des pressions excessives sur la balance des paiements. Le maintien de cette politique contribuerait à l'instauration d'un climat de stabilité financière favorable à la poursuite d'une croissance économique régulière.

Les pouvoirs publics reconnaissent, qu'en dépit de la croissance économique rapide des dernières années, un certain nombre d'importants objectifs sectoriels du Plan n'ont pas été intégralement atteints. En raison de cette situation, ainsi que des perspectives d'évolution défavorables des ressources, il conviendrait que la politique à l'égard de l'offre continue d'accorder la priorité au développement du secteur agricole, en privilégiant davantage l'accroissement de la productivité et de la capacité d'absorption. De ce point de vue, il serait souhaitable que les institutions de financement du développement fournissent une assistance technique accrue. Des investissements plus élevés visant à éliminer les goulets d'étranglement dans le domaine des transports et de la distribution contribueraient dans une large mesure à améliorer la situation de l'offre. D'autre part, l'importance relative accrue que l'on envisage de donner au développement industriel facilitera la création d'un plus grand nombre d'emplois. A cet égard, la réorientation du système éducatif au profit de la formation professionnelle devrait permettre de réduire la pénurie de main-d'oeuvre qualifiée.

L'intention de renforcer la politique à l'égard de l'offre par des mesures de soutien des prix et des revenus est opportune. Les services du Fonds notent qu'une politique salariale prudente sera suivie dans l'avenir immédiat et se félicitent de la décision du gouvernement d'assurer des prix à la production suffisamment rémunérateurs. Etant donné que cette décision s'inscrit dans le contexte d'une baisse rapide des prix à l'exportation, en particulier dans le cas du café, la politique de change revêt une importance cruciale. En outre, cette politique doit tenir compte du développement d'un secteur industriel viable. En dépit de la position relativement forte des réserves extérieures et de l'amélioration récente des résultats en matière de prix intérieurs, il importera de suivre de près la politique des changes et de prendre en temps voulu les mesures d'ajustement qui pourraient s'imposer.

La réglementation du commerce extérieur et des paiements du Rwanda demeure libérale. Les services du Fonds notent que son caractère libéral a été renforcé récemment et encouragent les pouvoirs publics à lever les restrictions qui s'appliquent encore aux transferts de revenus du travail effectués par des ressortissants étrangers.

V. Projet de décision

Le Conseil d'administration est saisi du projet de décision suivant :

1. Le Fonds prend la présente décision concernant les mesures de change du Rwanda relevant de la section 2 a) de l'article VIII, à l'issue des consultations 1981 au titre de l'article XIV avec le Rwanda, sur la base des consultations 1981 au titre de l'article IV avec le Rwanda qui ont eu lieu en vertu de la Décision n° 5392-(77/63) adoptée le 29 avril 1977 (Surveillance des politiques de taux de change).

2. Le Fonds note que le Rwanda continue d'appliquer un régime libéral en matière de paiements et de transferts afférents aux transactions internationales courantes. Le Fonds encourage les autorités rwandaises à lever la restriction décrite dans le document SM/81/162.

Relations du Fonds avec le Rwanda

Date à laquelle le Rwanda est devenu membre	30 septembre 1963
Statut	article XIV
Quote-part	34,5 millions de DTS
Monnaie locale/DTS (30 juin 1981)	106,82 francs rwandais = 1 DTS
Utilisation des ressources du Fonds	Le Rwanda avait conclu un accord de confirmation d'un an portant sur la première tranche de crédit d'un montant équivalant à 5 millions de DTS. Cet accord, qui a expiré le 30 octobre 1980, n'a donné lieu à aucun achat.
Avoirs du Fonds en francs rwandais (30 juin 1981)	27,24 millions de DTS, soit 78,95 % de la quote-part
Position en DTS Allocation cumulative nette Avoirs (30 juin 1981)	13,70 millions de DTS 9,8 millions de DTS, soit 71,8 % de l'allocation cumulative nette.
Fonds fiduciaire	Le Rwanda a rempli les conditions d'attribution d'un prêt de 10,7 millions de DTS pendant la seconde période.
Distribution directe de bénéfices provenant des ventes d'or (première et deuxième périodes)	3,02 millions de dollars E.U.
Distribution d'or	16.261 onces d'or fin
Régime des changes	Le franc rwandais est déterminé par référence au dollar E.U. Le taux moyen est de 92,84 francs rwandais pour 1 dollar E.U. depuis le 7 janvier 1974.

Relations du Fonds avec le Rwanda (fin)

Assistance technique

Trois experts nommés par le Département des banques centrales sont actuellement à la disposition de la Banque nationale du Rwanda. Un expert en administration des douanes désigné par le Département des finances publiques est actuellement à la disposition du Ministère des finances. En outre, le Bureau des statistiques a fourni une assistance technique à court terme au Rwanda en 1980.

Les consultations de 1980 au titre de l'article IV avec le Rwanda se sont déroulées à Kigali du 13 au 27 mai 1980. Le rapport des services au Fonds (SM/80/176) a été examiné par le Conseil d'administration le 6 août 1980.

Relations du Groupe de la Banque mondiale avec le Rwanda

Le Rwanda est admis à bénéficier des crédits de l'IDA, qui ont constitué la totalité des concours du Groupe de la Banque mondiale. Ces opérations sont destinées principalement au financement de projets portant sur l'infrastructure, l'agriculture, l'élevage, l'exploitation forestière et l'éducation. Pendant les exercices de la période 1976-1981, le Groupe de la Banque mondiale a approuvé dix prêts au Rwanda d'un montant total de 102 millions de dollars E.U., dont 53 % ont été versés. La BIRD a établi en 1979 une mission permanente à Kigali.

RWANDA - Données de baseSuperficie, population et  
PIB par habitant

Superficie	26.338 kilomètres carrés
Population	
Totale (estimation pour 1980)	5,2 millions
Taux de croissance (1976-80)	3 %
Densité	180 personnes au kilomètre carré
PIB par habitant	
(estimation pour 1979)	154 DTS

	<u>1977</u>	<u>1978</u>	<u>1979</u>	<u>1980</u>	Projections <u>1981</u>
<u>Produit intérieur et dépenses brutes</u>	<u>(Milliards de francs rwandais)</u>				
PIB aux prix courants du marché	71,6	81,0	97,8	110,4	125,2
Dont					
agriculture, élevage,					
forêt et pêche	(33,2)	(34,3)	(46,2)	(50,7)	(57,5)
industrie et construction	(15,2)	(16,1)	(18,7)	(21,7)	(24,5)
services de					
l'administration publique	(6,4)	(6,1)	(7,2)	(8,2)	(10,0)
Dépense intérieure brute aux prix courants	72,4	86,2	99,1	112,7	128,9
consommation privée	(51,2)	(62,6)	(70,6)	(80,6)	(89,7)
consommation publique	(12,1)	(12,3)	(15,8)	(16,6)	(20,1)
formation brute de capital	(9,1)	(11,3)	(12,7)	(15,5)	(19,1)
Solde des ressources aux prix courants <u>1/</u>	-3,6	-13,1	-6,7	-11,4	-14,1

Indice des prix(Moyenne pour la période)

Indice des prix à la consommation (1976 = 100)	116,7	131,3	152,1	163,0	170,1 <u>2/</u>
Indice des prix à l'exportation (1975 = 100)	280,1	224,3	295,9	264,2	220,3
Indice des prix à l'importation (1975 = 100)	111,5	124,4	143,5	167,5	183,2

1/ Exportations de biens et de services non facteurs moins importations de biens et de services non facteurs.

2/ Mars 1981

## RWANDA - Données de base (suite)

	1977	1978	1979	1980	Projections 1981
<u>Budget</u>	<u>(Milliards de francs rwandais)</u>				
Recettes budgétaires	8,4	8,8	12,2	13,2	13,6
Dont : provenant des exportations de café	(3,0)	(1,5)	(3,9)	(2,0)	(1,0)
Dépenses budgétaires	7,3	8,0	10,2	12,6	16,3
courantes	6,2	7,0	8,7	10,5	13,1
au titre du développement	1,1	1,0	1,5	2,1	3,0
Comptes spéciaux du Trésor (montant net)	-0,2	-0,8	-0,9	0,8	0,6
Excédent ou déficit (-) global du Trésor	0,9	--	1,1	1,4	-2,1
Financement intérieur	-0,9,	0,1	-1,1	-1,1	2,9
Dont . système bancaire	(-1,0)	(0,5)	(-0,3)	(-2,2)	(2,3)
Financement extérieur	--	-0,1	--	-0,3	-0,8
<u>Monnaie et crédit</u> (fin de période)					
Avoirs extérieurs (nets)	6,6	7,0	14,5	14,7	13,6
Crédit intérieur	4,8	5,2	3,1	3,5	6,2
Créances sur l'Etat (montant net)	0,4	--	-1,5	-3,0	-1,8
Créances sur le secteur privé	4,4	5,2	4,6	6,5	8,0
Dont . crédit relatif au café	(2,3)	(2,2)	(1,3)	(2,2)	( .. )
Monnaie	8,1	9,0	11,2	12,0 )	17,7
Quasi-monnaie	2,1	2,2	2,9	3,2 )	
Autres postes (montant net)	1,2	1,0	2,5	3,0	2,1
<u>Balance des paiements</u>	<u>(Millions de DTS)</u>				
Exportations, f.o.b.	108,3	89,2	157,0	102,6	98,6
Dont . café	(61,2)	(39,0)	(106,9)	(48,1)	(51,1)
Importations, f.o.b.	-87,6	-115,8	-123,4	-157,0	-166,2
Balance commerciale	20,7	-26,6	33,6	-54,4	-67,6
Services (montant net)	-57,9	-84,4	-98,6	-83,8	-102,8
Transferts sans contrepartie (nets)	55,5	74,6	101,3	86,8	112,7
Solde des transactions courantes	18,3	-36,4	36,3	-51,4	-57,7
Compte de capital (net) 1/	1,4	36,1	17,7	61,8	49,5
Excédent ou déficit (-) global	19,7	-0,3	54,0	10,4	-8,2

1/ Y compris les allocations de DTS et erreurs et omissions.



<u>RWANDA - Données de base (fin)</u>					
	<u>1977</u>	<u>1978</u>	<u>1979</u>	<u>1980</u>	Projections <u>1981</u>
<u>Réserves extérieures officielles brutes</u> (fin de période)	<u>Millions de DTS</u>				
Avoirs en DTS	2,4	2,4	4,6	7,7	...
Position de réserve au FMI	2,1	2,9	5,5	8,4	....
Avoirs en devises	63,9	61,7	105,3	130,2	...
Total	68,4	67,0	115,4	146,3	...
Taux de change (franc rwandais pour 1 DTS en fin de période)	112,77	120,95	122,30	118,41	114,06 <u>1/</u>
Taux de change effectif pondéré d'après les échanges commerciaux (franc rwandais pour 1 dollar E.U. moyenne 1974 = 100)	82,4	87,1	85,2	88,1	81,4

---

1/ Mars 1981.